

Chlordécone : les réponses de la ministre de la Santé

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

23 février 2018

Les parlementaires antillais ont rencontré trois ministres à huis clos mercredi 21 février matin. Et la ministre de la Santé a été auditionnée en soirée. Une " revoyure " est programmée dans un mois.

L'audition de la ministre de la Santé par la délégation aux Outre-mer était attendue, ce mercredi soir, à l'Assemblée nationale. Notamment après que le député de Martinique Serge Letchimy a haussé le ton il y a deux semaines, accusant Agnès Buzyn d'avoir prématurément mis fin, lorsqu'elle était à la tête de l'Institut national du cancer en 2014, au financement de l'enquête Madiprostate visant à déterminer le lien entre chlordécone et cancer de la prostate en Martinique. Indice d'une opération " déminage " lancée en haut lieu, une réunion à huis clos avait réuni, mercredi 21 février matin, les trois ministres de la Santé, de l'Agriculture et des Outre-mer et les députés et sénateurs de Martinique et de Guadeloupe. À la sortie, les ministres muets avaient filé au conseil des ministres. Quand les élus se contentaient de propos convenus. Dans l'après-midi, un communiqué rappelait, pour l'essentiel, la position du gouvernement.

Devant une petite vingtaine de députés, mercredi soir, la ministre a d'abord " évacué " Madiprostate : si l'étude a été interrompue, ce n'est pas pour raison budgétaire, mais pour cause de méthode, de " robustesse " : " *Après avoir fait l'objet de nombreux avis scientifiques, elle a été jugée non faisable, car n'apportant pas de certitudes sur le lien entre cancer de la prostate et chlordécone* ", a-t-elle dit. Ajoutant que ses services étaient prêts à financer de nouvelles études, mais qu'il restait techniquement difficile de séparer la " surincidence " génétique des cancers de la prostate aux Antilles, des effets du chlordécone. En revanche, " l'étude Karuprostate, menée en Guadeloupe, fonctionne et donnera des résultats en 2020. Elle pourra être extrapolée, partiellement au moins, en

Martinique ", a-t-elle ajouté plus tard Agnès Buzyn a aussi défendu " sa " direction générale de la santé qui a selon elle " *montré de la constance* ". " *Tant dans les mesures prises par les plans Chlordécone 1, 2 et 3, que dans la mise en place, le financement et la prolongation des études sur les liens entre maladies ou cancers et perturbateurs endocriniens* ", a-t-elle dit, citant " *l'étude Timoun sur les enfants qui va être prolongée pour voir les effets du chlordécone sur les pubertés précoce* ", celle " *sur les travailleurs exposés* ", ou l'étude Kannari sur les expositions et les risques liés. La ministre a également annoncé que la nouvelle cartographie des zones contaminées sera disponible " *à la fin du premier trimestre 2018 en Guadeloupe et du premier semestre en Martinique* ". Il sera alors possible, a-t-elle expliqué, après évaluation des sols chez les particuliers - et à leur demande, de développer des jardins familiaux dont les produits seront labellisés sans chlordécone. Agnès Buzyn a demandé à trois grandes alliances des organismes de recherche français (AllEnvi, Aviesan et Allistene) d'établir la synthèse des connaissances actuelles sur le chlordécone. Et annoncé la tenue d'un grand colloque scientifique, au mois d'octobre, de tous les chercheurs, pour voir s'il y a d'autres études à mener, " *que nous avons les moyens de financer* ". Sur ce point, l'appel à projets réclamé par un député dépendra du ministère de la Recherche.

Quand aux fameuses LMR (Limites maximales de résidus), " *sujet mieux connu du ministre de l'Agriculture* ", a glissé la ministre, " *l'augmentation du seuil par l'Europe n'a en rien changé le niveau de tolérance que nous avons dans les contrôles en France* ". Et son collègue " *Stéphane Travert s'est engagé à mener une action auprès de la Commission européenne* ".

Au final, la ministre n'aura donc admis qu'une communication insuffisante sur ce que font l'État et ses services et réaffirmé la nécessité de la transparence. Tandis que les députés antillais saluaient plutôt ses annonces, sa détermination, et sa sincérité quand elle s'est " *étonnée du peu d'effets produits dans l'Hexagone par l'incendie du CHU de Pointe-à-Pitre* ". Mais déjà, rendez-vous est pris pour refaire le point dans un mois. " *Le ministre de l'Agriculture voulait laisser passer le salon de l'Agriculture* ", croit savoir un observateur. " *Ils souhaitent consulter le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot* ", assurait encore mercredi un participant à la réunion du matin. À sa sortie, face aux

caméras, la ministre a voulu, avant tout, dire “ *aux femmes enceintes de Martinique et de Guadeloupe d’acheter leur alimentation dans les circuits contrôlés par l’État et qui ont une contamination très faible* “.